

Accord-cadre multi-attributaires de prestations intellectuelles

**Réalisation de diagnostics de terrain étudiés dans le cadre de la construction
d'établissements pénitentiaires**

**Etablissements pénitentiaires de petite capacité et de grande capacité
En France métropolitaine (Lot N°1)
et dans les DROM-COM (Lot N°2)**

<p>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)</p>

Sommaire

Article 1 : Objet de l'accord cadre	4
Article 2 : Définition des parties	4
2.1. Le pouvoir adjudicateur.....	4
2.1. Le titulaire.....	4
Article 3 : Pièces constitutives.....	4
3.1 Pièces particulières :	4
3.2 Pièces générales :	4
Article 4 : Caractéristiques de l'accord-cadre.....	4
4.1. Nature de l'accord-cadre	4
4.2. Forme de l'accord-cadre	5
4.3. Durée de l'accord-cadre.....	5
4.4. Prix de l'accord-cadre.....	5
4.5. Définition des prestations.....	7
Article 5 : Exécution de l'accord-cadre.....	8
5.1. Personnes chargées de la conduite des prestations	8
5.2. Connaissance des conditions d'exécution des prestations	8
5.3. Modalités d'exécution de l'accord-cadre par marchés subséquents.....	9
Article 6 : Exclusivité d'achat auprès des titulaires	10
Article 7 : Documents à fournir par le pouvoir adjudicateur.....	10
Article 8 : Documents à remettre par le titulaire	11
Article 9 : Délais et prolongation	11
9.1. Délais d'exécution	11
9.2. Prolongation du délai d'exécution	11
9.3. Réception des prestations	11
Article 10 : Pénalités	11
Article 11 : Prix.....	12
11.1. Contenu des prix.....	12
11.2. Révision des prix.....	13
Article 12 : Modalités de règlement.....	14
12.1. Répartition des paiements	14
12.2. Avance	14
12.3. Règlement des comptes	14
12.4. Solde – Décompte final.....	15

12.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants	16
Article 13 : Propriété intellectuelle	16
Article 14 : Assurances.....	16
14.1 Responsabilités.....	16
14.2 Assurances	16
Article 15 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés	17
15.1 Dispositions relatives au travail dissimulé.....	17
Article 15.2 : Dispositions relatives aux travailleurs détachés	17
Article 16 : Confidentialité.....	18
Article 17 : Résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents	18
17.1. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur	19
17.2. Résiliation aux torts du titulaire	19
17.3 Exécution aux frais et risques	19
17.4. Arrêt des prestations	19
Article 18 : Exclusivité – Conflits d'intérêt.....	19
18.1.....	19
Article 19 : Dérogation aux documents généraux.....	20

Article 1 : Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet un ensemble de prestations visant la réalisation de diagnostics de terrains étudiés et/ou retenus pour la construction d'établissements pénitentiaires de petite et grande capacité.

Article 2 : Définition des parties

2.1. Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, aussi appelé maître d'ouvrage, est la personne morale définie comme telle à l'Acte d'Engagement.

2.1. Le titulaire

Le titulaire, aussi appelé prestataire, est défini à l'acte d'engagement comme l'un des trois titulaires du présent accord-cadre.

Article 3 : Pièces constitutives

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

3.1 Pièces particulières :

- L'acte d'engagement du lot n°1 et du lot n°2 et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi
 - o Annexe 1 : l'acte spécial de sous-traitance
 - o Annexe 2 : bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - o Les annexe 1 et 2 du CCTP : contenu du dossier de site et modèle de tableau de synthèse inter-site
- Exemples de cahier des charges caractérisant des établissements pénitentiaires
- Les marchés subséquents au fur et à mesure de leur notification ;
- Les bons de commande et leurs annexe émis pour chaque marché subséquent au fur et à mesure de leur notification ;
- L'offre établie par le titulaire, dont les engagements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des exigences du CCAP ou du CCTP

3.2 Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), arrêté du 30 mars 2021.

Article 4 : Caractéristiques de l'accord-cadre

4.1. Nature de l'accord-cadre

Le présent marché public est un accord-cadre multi-attributaire passé en application des articles L2124-1 et L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Le marché est alloti, et chaque lot constitue un accord-cadre distinct.

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de la survenue des besoins :

- Par la passation de marchés subséquents, entre les titulaires concernés, selon les modalités prévues dans le présent CCAP et les documents de la consultation ;
- Les marchés subséquents pourront eux-mêmes s'exécuter par émission de bons de commande, conformément aux articles R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique, lorsque cela est prévu.

4.2. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est réparti en deux lots multi-attributaires désignés ci-après qui sont exécutés par des marchés subséquents :

LOT n° 1 – Réalisation de diagnostics de terrains réalisées sur le territoire de la France métropolitaine, pour l'APIJ.

LOT n° 2 – Réalisation de diagnostics de terrains réalisées dans les départements et collectivités d'Outre-mer, pour l'APIJ. Les déplacements seront également à prévoir pour les projets en territoire d'outre-mer, les frais liés à ces derniers seront distingués dans le bordereau des prix annexé à l'AE.

4.3. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification.

Cet accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois à la date anniversaire de sa notification, pour une nouvelle période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision dans un délai de 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. En cas de reconduction, le titulaire ne peut refuser celle-ci.

Les marchés subséquents pourront être notifiés au titulaire pendant toute la période de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande pourront être notifiés au titulaire pendant toute la durée d'exécution d'un marché subséquent.

4.4. Prix de l'accord-cadre

Les prestations sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :

Montant minimum sur toute la durée du marché :

- Lot 1 : Sans montant minimum

- Lot 2 : Sans montant minimum

Montant maximum sur toute la durée du marché :

- Lot 1 : 4 000 000€ HT
- Lot 2 : 4 000 000€ HT

4.5. Définition des prestations

L'accord-cadre porte sur la réalisation des missions suivantes :

BLOC M1 – missions relatives à la faisabilité de l'implantation du projet sur le site

- **Mission M1 : établissement de grande capacité**

Un établissement pénitentiaire est considéré comme de grande capacité pour une capacité d'hébergement supérieure ou égale à 200 places.

Phase 1 : Prise de connaissance du dossier MOA

Phase 2 : Recueil des données – Rendus intermédiaires

Phase 3 : Dossier final de faisabilité

- **Mission M1bis : établissement de petite capacité**

Un établissement pénitentiaire est considéré comme de petite capacité pour une capacité d'hébergement strictement inférieure à 200 places

Phase 1 : Prise de connaissance du dossier MOA

Phase 2 : Recueil des données – Rendus intermédiaires

Phase 3 : Dossier final de faisabilité

- Mission M2 : Etude d'exposition au bruit
- Mission M3 : Etude de la pollution lumineuse générée par l'établissement
- Mission M4 : Etudes des besoins en réseaux et viabilisation du site
- Mission M5 : Etude de la qualité de l'air
- Mission M6 : Etude de trafic routier
- Mission M7: Elaboration du dossier de site

Phase 1 : Données complémentaires et sommaire du dossier de site

Phase2 : Dossier de site définitif

- Mission M8 : mission complémentaire

Réalisation de prestations non comprises dans les missions M1 à M7.

L'ensemble des éléments de mission est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Les modalités d'exécution des missions et leur répartition entre bon de commande ou marché subséquent sont fixées à l'article 5.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Pour la réalisation de prestations non comprises dans les missions M1 à M7, le pouvoir adjudicateur disposera de la possibilité de missionner les titulaires du présent accord-cadre par le recours à la mission M8. Il s'agira principalement du traitement ponctuel de questions spécifiques en lien avec l'objet de l'accord-cadre.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur pourra aussi missionner le titulaire dans le cadre de la mission M8 afin de compléter ponctuellement ou mettre à jour, y compris sur la base de scénarios légèrement différents, les prestations réalisées dans le cadre des missions M1 à M7. Sur la base des prix journaliers proposés au BPU, les durées d'intervention seront négociées entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. Le recours à la mission M8 devra impérativement avoir lieu par la passation des marchés subséquents, précisant la ou les missions confiées et leurs modalités d'exécution, en complément des clauses administratives et techniques de l'accord-cadre.

Article 5 : Exécution de l'accord-cadre

5.1. Personnes chargées de la conduite des prestations

Dès la notification du présent accord-cadre, les titulaires désignent le responsable qualifié pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour piloter les missions et pour signer au cours de l'exécution de l'accord-cadre tous les documents prévus. Le responsable ainsi désigné sera l'interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage.

En cas de changement de la personne physique, par dérogation à l'article 3.4.3. du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours calendaires suite à la notification de changement pour proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et les titres. Le remplaçant est considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récusé pas dans un délai de sept jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de sept jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le pouvoir adjudicateur suivant les mêmes conditions que précédemment.

A défaut, ou si ledit pouvoir adjudicateur récusé également ce remplacement, la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée dans les conditions de l'article 39.1 du CCAG-PI.

Les titulaires assurent le passage des consignes et la transmission des documents qu'il ont rédigés ou reçus à tout nouveau remplaçant désigné pour les remplacer ou leur succéder.

Ils s'engagent pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique des entreprises visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

5.2. Connaissance des conditions d'exécution des prestations

Le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir apprécié les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;

- Avoir examiné toutes les indications de tous les documents du dossier de consultation, s'être assuré qu'elles sont suffisantes et concordantes, et avoir obtenu, le cas échéant, tous les renseignements complémentaires auprès du pouvoir adjudicateur.

5.3. Modalités d'exécution de l'accord-cadre par marchés subséquents

- Consultation

Lorsque l'accord-cadre est notifié aux trois titulaires, les sites, les projets et les besoins ne sont pas déterminés avec exactitude.

Le recours aux marchés subséquents permet d'ajuster la réponse au besoin au moment où le pouvoir adjudicateur peut identifier et décider de l'achat (lorsque le besoin survient, lorsque le site est connu et la procédure de passation du marché également).

Pour chaque opération, chacun des trois titulaires est consulté et invité à remettre une offre qui doit être conforme aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et aux documents de la consultation propre à chaque marché subséquent.

Chaque marché subséquent comprendra tout ou partie des missions M1 à M7 telles que décrites succinctement ci-avant. Le titulaire remettra alors, dans son offre un acte d'engagement, un bordereau de prix unitaires comprenant le coût pour chacune des missions commandées, ainsi qu'un mémoire technique adapté à l'opération objet du marché subséquents.

La Mission M8 sera commandée par un marché subséquent décrivant spécifiquement l'objet de la mission et ses modalités d'exécution.

- Analyse des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères suivants : valeur technique de l'offre et prix de la prestation conformément au tableau ci-dessous :

Critères	Désignation	Pondération
Prix de la prestation	La sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse se fait sur le montant global et forfaitaire du marché subséquent (dans le respect des prix plafonds du BPU de l'accord-cadre).	⇒ 30%
Valeur technique de l'offre	⇒ Pertinence de l'équipe dédiée et de son organisation ; ⇒ Pertinence de la méthodologie ; ⇒ Pertinence du planning d'intervention.	⇒ 25% ⇒ 25% ⇒ 20%

- Exécution

Le marché subséquent s'exécute par l'émission de bons de commande pour chacune des missions identifiées à l'article 4.5 u présent CCAP.

La nature, le délai et le montant du bon de commande sont précisés par les marchés subséquents.

Les bons de commande sont transmis par voie dématérialisée, ou courrier avec recommandé du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre.

Les bons de commande préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le délai d'exécution ;
- Les prestations de l'accord-cadre à réaliser ainsi que les quantités ;
- Le montant.
- La date de démarrage (et en l'absence de date, la date de notification vaudra date de démarrage de la mission)

Pour chacune des missions, le titulaire prévoit toutes réunions et ou tout entretiens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires de l'accord-cadre.

Article 6 : Exclusivité d'achat auprès des titulaires

Seuls les titulaires de l'accord-cadre peuvent se voir attribuer des marchés subséquents. Cependant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à un tiers dans les deux cas suivants :

- En cas de consultation infructueuse lors de la remise en concurrence pour chaque marché subséquent ;
- En cas de besoin occasionnel de faible montant (inférieur à 40 000 € HT)

Article 7 : Documents à fournir par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire les documents en sa possession qu'il jugera nécessaires pour la réalisation de la mission par le titulaire.

Article 8 : Documents à remettre par le titulaire

A la fin de chacune des missions, le titulaire fournira un document dont le contenu et la forme sont précisés dans le CCTP. En outre, les documents seront fournis sous forme de fichiers informatiques (y compris fichiers sources) correctement organisés et documentés.

Article 9 : Délais et prolongation

9.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution prévisionnels et indicatifs des prestations sont indiqués dans l'AE. Ces délais sont susceptibles d'évoluer en fonction de la complexité et du caractère urgent de l'opération et seront précisés dans le CCAP de chaque marché subséquent.

9.2. Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire est tenu d'informer par tout moyen le pouvoir adjudicateur de toute circonstance qui entraînerait la prolongation du délai d'exécution prévu sur le bon de commande correspondant.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-PI, le titulaire peut bénéficier des dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-PI par le simple constat par le pouvoir adjudicateur de la survenance d'évènements faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

L'importance de la prolongation de délai est débattue entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

9.3. Admission des prestations

Conformément à l'article 28.2 du CCAG PI, après réalisation de la prestation, ayant donné lieu à l'émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, pour prononcer l'admission des prestations.

Passé ce délai, les prestations seront considérées comme admises.

A l'issue de ces vérifications, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Article 10 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations. Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

- Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités suivantes : Une pénalité de 1 000 € en cas de non remise d'offre à une consultation, cela à compter de la deuxième consultation n'ayant pas fait l'objet d'une remise d'offre de la part du candidat.
- Une pénalité de 500 € sera appliquée en cas d'absence à l'une des réunions prévues dans le CCTP.

- Une pénalité de 500 € sera appliquée par jour calendaire de retard au-delà du délai affecté pour la production de chaque document prévu au descriptif des différentes missions figurant au CCTP.
- Une pénalité de 500 € sera appliquée par jour calendaire de retard en cas de non reprise des documents dans les délais impartis par suite des observations du pouvoir adjudicateur
- Une pénalité de 1000 € sera appliquée par jour calendaire de non-respect des obligations contractuelles de confidentialité décrites à l'article 15 du présent CCAP.
- En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 14 du présent CCAP, une pénalité correspondant à la pénalité encourue sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Article 11 : Prix

11.1. Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations du marché y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix de l'accord-cadre tiennent compte notamment :

- Des documents généraux visés à l'article 3 ci-dessus, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement ;
- Des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- Les marges pour risques et les marges bénéficiaires ;
- Des sujétions liées à l'exécution des prestations à proximité d'un site pénitentiaire et aux contraintes de sécurité afférentes ;
- Des sujétions techniques et administratives en matière de protection de la santé du personnel et de l'environnement ;
- Des pertes de rendement résultant des sujétions mentionnées dans les alinéas précédents ;
- Des frais d'assurances ;

- Des frais de déplacements.

Lors de l'exécution des missions dans le cadre du Lot 2 (Outre-Mer), les frais de déplacement (vols A/R, véhicules, ...) et de séjour associés (hébergement, repas...) entre la métropole et l'outremer seront rémunérés sur la base du prix unitaire indiqué dans le bordereau de prix unitaires (BPU) du Lot. Afin de limiter les déplacements entre la France Métropolitaine et l'outremer, les visites de sites et réunions nécessaires demandées pour chaque mission seront mutualisées. Ainsi, un unique déplacement sera commandé par un bon de commande portant également sur l'ensemble des missions, parmi les missions M1 à M6 qui seront commandées pour le projet concerné.

- Le coût de rémunération des déplacements sur site en Outre-Mer n'est pas sujet à un ajustement/ demande de rémunération complémentaire ou à révision au-delà des dispositions prévues à l'article 11.2 du présent CCAP.
- S'agissant du Lot 1 (Métropole), les déplacements internes à la métropole ou du prestataire résidents à proximité physique du site sont compris dans les prix des différentes missions tels qu'indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU) du Lot.

Le titulaire devra, à la demande de la maîtrise d'ouvrage se déplacer sur les sites concernés pour la tenue de certaines réunions.

Dans le cadre de la mission M8 Mission Complémentaire, le titulaire devra produire une proposition financière sur la base des prix unitaires du BPU afin de répondre aux besoins spécifiques du pouvoir adjudicateur.

11.2. Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 défini à l'acte d'engagement. Les prix indiqués dans le BPU de l'accord-cadre sont des prix plafonds.

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index d'ingénierie I, publié sur le site Internet de l'INSEE.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_{n-4} / I_{o-4})$$

dans laquelle I_{n-4} et I_{o-4} sont les valeurs prises respectivement par l'index I quatre mois avant le mois au cours duquel a lieu la révision et quatre mois avant le mois zéro.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour ces calculs, l'arrondi sera pris à la décimale inférieure.

Article 12 : Modalités de règlement

12.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent accord-cadre, au prestataire mandataire et à ses cocontractants en cas de groupement, à ses éventuels sous-traitants.

12.2. Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant de chaque marché subséquent et/ou bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

12.3. Règlement des comptes

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture unique et donne lieu à règlement du titulaire dans les conditions ci-dessous. Les prestations figurant à chaque bon de commande donnent lieu à un paiement intégral après l'acceptation des dites prestations.

Modalités de paiement :

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur un projet de décompte établissant le montant en prix de base des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard et réfaction. Cette demande d'acompte sera accompagnée d'un mémoire produit par le titulaire.

Ce projet de décompte est envoyé à la personne publique. Les situations et les pièces qui accompagnent la demande d'acompte seront transmises sous forme dématérialisées via le site Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

La facture comporte obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre,
- le SIRET de l'APIJ (180 092 256 00023)
- l'intitulé de l'opération
- la date de facturation
- le nom et l'adresse du titulaire du marché
- le numéro du marché subséquent
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro d'EJ du bon de commande ;
- le détail de prestations commandées (numéro de mission) ;
- dans le cas d'acomptes mensuels : indication du numéro d'ordre chronologique et à la présentation de la dernière, la mention « SOLDE » ;
- le montant total hors taxes et toutes taxes comprises

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché. Le projet de décompte ainsi complété devient alors le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance
- d) les pénalités et réfections éventuelles
- e) l'incidence de la TVA,
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant de l'acompte ci-dessus, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant si le projet de décompte établi par le titulaire a été modifié.

Le titulaire peut demander des acomptes mensuels au prorata des prestations réellement exécutées, dans la limite de 80% du montant total du bon de commande. Le solde sera versé après admission des prestations du bon de commande par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le délai maximum de paiement des sommes au titre du présent accord-cadre est fixé à 30 jours à compter de la remise par le titulaire de sa demande de paiement.

En cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera du versement d'intérêts moratoires au taux prévu par la réglementation en vigueur.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, le montant de la somme à régler au titre des acomptes, qu'il soit ou non différent du montant figurant dans la demande de paiement, n'a pas à être notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-PI, et s'agissant du solde du marché, si le montant arrêté par le pouvoir adjudicateur est différent de celui figurant dans la demande de paiement du titulaire, ou si le titulaire n'a pas produit sa demande de paiement dans un délai de 30 jours à compter de la décision de réception, le pouvoir adjudicateur établit le décompte, le signe, puis le notifie au titulaire.

La notification peut se faire par courrier en recommandé ou par mail avec accusé de réception du titulaire.

A défaut de contestation de ce décompte dans le délai de 30 jours à compter de la notification du décompte, ce dernier est réputé accepté et vaut solde. Le pouvoir adjudicateur procède d'office à la liquidation.

12.4. Solde – Décompte final

Après exécution des prestations de la dernière mission, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte final et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

12.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

Cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer.

Sous-traitants

Le paiement des sous-traitants est effectué conformément aux dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

Article 13 : Propriété intellectuelle

Par application du code de la propriété intellectuelle (loi n°92-597 du 1er juillet 1992) et de l'article 35 du CCAG-PI, l'APIJ et le ministère de la justice bénéficient des droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.. Ces droits sont cédés pendant 20 ans sur le territoire national. Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG-PI, les titulaires, co-traitant(s) et sous-traitant(s) ne pourront en aucun cas diffuser même partiellement les résultats de l'étude objet du présent accord-cadre.

Article 14 : Assurances

14.1 Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

14.2 Assurances

Le titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il dispose d'une attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS, en vue de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage, sans indemnisation.

Le candidat s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurance RC pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 15 : Dispositions relatives au travail dissimulé et aux travailleurs détachés

15.1 Dispositions relatives au travail dissimulé

Le titulaire du marché public est tenu de remettre au maître d'ouvrage, **tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché** les pièces prévues par les articles D 8222-5 du Code du travail s'il est établi en France, et D 8222-7 à D 8222-8 s'il est établi à l'étranger.

Le titulaire du marché public est tenu de remettre également au maître d'ouvrage conformément à l'article D 8254-2 du Code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, qu'il soit établi en France ou à l'étranger, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche
- sa nationalité
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Afin de remplir cette obligation, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS en vue de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; le recours à cette plateforme est gratuit pour les opérateurs économiques.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Article 15.2 : Dispositions relatives aux travailleurs détachés

Si le titulaire du marché est établi hors de France et détache un ou plusieurs salariés, il doit remettre au maître d'ouvrage, avant chaque début de détachement une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ainsi qu'une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2 du Code du travail.

Article 16 : Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf précision contraire du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au titulaire sont réputés confidentiels. Il devra veiller à les maintenir confidentiels en prenant toutes les mesures nécessaires.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ; ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- prendre toutes mesures de sécurité pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat, via notamment l'emploi d'armoires fortes, de mise sous alarme et de gardiennage des locaux ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- procéder, en fin de contrat, à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- remettre au représentant du pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 10 du présent CCAP, la responsabilité du titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

Article 17 : Résiliation de l'accord-cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions fixées aux articles 37 à 40 du CCAG-PI.

17.1. Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

Le pourcentage à prendre en considération pour le calcul de la somme forfaitaire à verser au titulaire en application de l'article 40 du CCAG PI pour la partie résiliée est fixé à 1% des bons de commandes notifiés.

17.2. Résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-9 et R.2143-16 du code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, sans mise en demeure.

Chaque marché subséquent peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8254-2 du Code du travail et/ou si celui-ci n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

17.3 Exécution aux frais et risques

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

17.4. Arrêt des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'APIJ se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases définies au marché, celles-ci étant assimilées à des parties techniques au sens de l'article précité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue au présent CCAP emporte résiliation du marché subséquent sans indemnité.

Article 18 : Exclusivité – Conflits d'intérêt

18.1

Le titulaire du marché et, le cas échéant, les sociétés cotraitantes du mandataire en cas de groupement, ainsi que les éventuels sous-traitants, s'engagent, sous peine de résiliation à leurs torts, à signaler au pouvoir adjudicateur, pendant la durée d'exécution du marché, toute situation ou tout événement susceptible de faire naître un conflit d'intérêt entre l'exécution des missions faisant l'objet du présent marché public, et leur structure capitalistique, leurs liens avec d'autres entreprises et/ou leur politique commerciale. Le titulaire devra alors soumettre à l'approbation du pouvoir adjudicateur les dispositions qu'il se propose de mettre en œuvre pour faire disparaître ce conflit d'intérêt.

Est ici entendu comme conflit d'intérêt toute situation dans laquelle le titulaire, ses cotraitants et les sous-traitants seraient amenés à porter un jugement ou à participer à une prise de

décision, dont eux-mêmes pourraient tirer un bénéfice direct ou indirect dans le cadre de leurs activités. Cela recouvre notamment les cas suivants :

- Evaluation d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Evaluation d'un projet concurrent d'un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait avantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts,
- Décision qui pourrait désavantager un projet dans lequel le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants ont des intérêts.

En particulier, le titulaire devra signaler au pouvoir adjudicateur tout accord commercial que le titulaire, ses cotraitants ou les sous-traitants, détient ou envisage auprès des sociétés candidates à la consultation pour l'attribution du marché de conception-réalisation.

Article 19 : Dérogation aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-PI, le présent document n'énumère pas les articles dérogeant au document général auquel il se réfère.